ASSEMBLÉE NATIONALE

29 octobre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-2080

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE 20**ÉTAT B****Mission « Travail et emploi »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Accès et retour à l'emploi	0	0
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 000 000	0
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0	1 000 000
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Transférer 1 000 000 d'euros de l'action 15 – Personnels mettant en œuvre les politiques d'accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi du programme 155 –

Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail vers l'action 03 – Développement de l'emploi, programme 103 – Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi.

« En milieu rural, près de 40 % des agriculteurs partiront à la retraite d'ici 2030. Aujourd'hui, seul un départ sur trois est remplacé. Cependant, signe encourageant, les inscriptions en apprentissage dans les filières agricoles ont bondi de 35 % en un an ».

Malgré tout, cela ne suffit pas. Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie annonçait sur Twitter le 1^{er} juillet 2021 qu'il y avait plus de 70 000 offres d'emploi proposées en permanence dans ces métiers.

Cet amendement vise d'une part à rappeler que les jeunes agriculteurs doivent être soutenus notamment au moment de leur installation et que les transmissions de propriétés agricoles ne doivent pas constituer un frein pour une installation d'agriculteur.

D'autre part, force est de constater que le monde agricole n'attire pas suffisamment, il est donc indispensable que la mission Travail et emploi s'en saisisse pleinement pour permettre à la ruralité et au monde agricole de survivre.